



Communiqué de presse

Paris, le 28 janvier 2024

Dans l'éducation et l'enseignement supérieur, solidarité et convergence avec les paysan·nes et tout·es les salarié·es en lutte pour des rémunérations dignes.

Depuis plusieurs semaines, agriculteurs et agricultrices se mobilisent pour un revenu digne, mais aussi pour une autre agriculture, qui redonne sens à leur travail. **SUD éducation exprime sa solidarité avec ce combat.** Pour nous, les responsabilités sont claires. Les normes environnementales, contrairement à ce qu'affirment la FNSEA et la coordination rurale, ne sont pas la cause du problème. C'est plutôt le capitalisme, centré sur l'industrie agro-alimentaire et la grande distribution, qui contraint agriculteurs et agricultrices à produire toujours plus pour des rémunérations insuffisantes. C'est le même capitalisme qui dévaste l'environnement, dérègle le climat et menace le cycle de l'eau et la biodiversité ; le monde agricole est le premier à pâtir de ces effets.

Le combat pour une rémunération digne est partagé par de nombreux salarié·es dans le pays, et sera porté par les agent·es de l'Education nationale par la grève ce jeudi 1er février.

Par ailleurs, la question de la production alimentaire nous concerne toutes et tous. Dans l'Education et l'Enseignement supérieur, plus de 2 millions de repas sont servis chaque jour. Les pouvoirs publics disposent ainsi d'un levier d'ampleur pour peser sur le revenu des paysan·nes, privilégier la production locale et améliorer la qualité des repas servis.

Pour la restauration scolaire et universitaire, SUD éducation revendique :

- **Le renforcement des filières locales et biologiques dans la restauration scolaire avec pour objectif le 100 % bio, sans hausse du prix du repas pour les familles.**
- **La fin des cantines centrales et le retour à des cantines sur site, et la création d'une plateforme mettant en relation les producteurs bio et locaux et les établissements et mairies.**

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



- La prise en compte de la préservation de la biodiversité et des conditions de travail dans le choix des fournisseurs de denrées.
- L'élaboration d'au moins 2 repas végétariens ou végétaliens par semaine et un choix de menu (entre un menu végétarien/végétalien et l'autre, omnivore) pour les autres repas, en limitant la consommation de viande rouge.
- L'obligation d'une option végétalienne chaque jour dans toute restauration scolaire et universitaire.
- L'intégration, dans le plan de formation obligatoire de tous les personnels de restauration scolaire et universitaire, de la végétalisation des menus.
- La suppression de l'huile de palme des ingrédients utilisés dans les menus.
- La présence d'un Restaurant Universitaire de taille adaptée au nombre d'étudiant·es sur tous les campus et d'une restauration collective pour toutes les écoles, collèges et lycées de France métropolitaine ET ultra-marine.
- La création poste d'agent·es fonctionnaires pour mettre en œuvre la reconversion écologique dans les cantines et les restaurants universitaires

SUD éducation appelle dès à présent le personnel de l'Education et de l'Enseignement supérieur à se réunir en assemblées générales pour la grève du 1er février, et à débattre des moyens de converger avec les autres travailleurs et travailleuses en lutte pour des rémunérations dignes : dans le monde agricole, aux Finances publiques (en grève le 29 janvier), dans l'énergie (en grève le 30 janvier), dans les technicentres de la SNCF (en grève à partir du 6 février).